

SENATO DELLA REPUBBLICA

XV LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 62

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 366

La difesa antimissile (*)

Annunziata il 7 novembre 2007

THE ASSEMBLY,

1. *Emphasising* that protection of its people and territory remains the paramount objective of the North Atlantic Alliance;

2. *Concerned* that, despite multinational efforts such as the Missile Technology Control Regime and the International Code of Conduct against Ballistic Missile Proliferation, the number of countries as well as non-state actors with ballistic missile capability has increased;

3. *Convinced* that diplomacy and non-proliferation measures remain the principal means to reduce the global threat posed by weapons of mass destruction and their means of delivery;

(*) Presented by the Science and Technology Committee and adopted by the plenary assembly on Tuesday 9 October 2007, Reykjavik, Iceland.

4. *Believing*, nonetheless, that deployment of limited and reliable missile defence systems designed to protect both the territory of the Alliance and NATO troops would contribute to strengthening transatlantic security;

5. *Satisfied* that existing missile defence programmes, including the Ground-based Midcourse Defence (GMD) Programme of the United States, would not distort the strategic balance in Europe and between the United States and the Russian Federation;

6. *Acknowledging*, nevertheless, that the United States proposal to field elements of its GMD system in Poland and the Czech Republic has caused needless tension with the Russian Federation and has raised other concerns such as unequal coverage of the Alliance territory and the potential to spur a new arms race;

7. *Recognising* the sovereign right of the Allies to pursue bilateral defence co-operation projects designed to increase their security;

8. But also *realising* that the proposed United States missile defence plan may have ramifications for the security of the whole Alliance and of the whole Euro-Atlantic region; and,

9. *Aware* that territories of our South-Eastern European Allies would not be covered by the proposed anti-missile system;

10. *Convinced*, therefore, that NATO and its member countries should be involved in shaping the Europe-wide missile defence system;

11. *Disturbed* by the threats from high-ranking Russian officials that the Russian Federation, in response to the United States missile defence plan, could withdraw from several international arms control agreements, including the Treaty on Conventional Armed Forces in Europe (CFE) and the Intermediate-Range Nuclear Forces (INF) Treaty;

12. URGES member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

a. to continue supporting studies to assess the feasibility and reliability of various missile defence systems and their possible alternatives;

b. to strengthen co-operation and information exchanges with the Russian Federation in the field of missile defence, applying the principles of transparency and good faith;

c. to carry out a detailed feasibility study, by the Bucharest Summit in 2008, on building a future European ballistic missile defence architecture integrating existing and future missile defence systems in a manner which would guarantee the indivisibility of security of the Alliance;

d. to consider the possible role of NATO in the command and control system of this architecture, possibly by applying a « dual-hatted » approach;

e. to make an accurate assessment of the technical and financial conditions for a possible expansion of NATO's Active Layered Theatre Ballistic Missile Defence capability to provide equivalent coverage for the population centres of those South-East European Allies that could not be protected by the proposed American system;

f. to dismiss explicitly the possibility of deploying missile interceptor systems in space;

g. to strengthen further multinational non-proliferation regimes, particularly the Missile Technology Control Regime;

h. to redouble efforts to explain the purpose and characteristics of missile defence systems to the public, particularly to those living in the vicinity of possible missile defence sites;

i. to study thoroughly the possible consequences of employing the missile defence system for the environment and take them into account in the decision-making process;

13. CALLS UPON the Russian Government to broaden and deepen co-operation on missile defence in the framework of the NATO-Russia Council.

Résolution n. 366

La Defense Antimissile (*)

L'ASSEMBLÉE,

1. *Soulignant* que la protection de la population et du territoire demeure l'objectif primordial de l'Alliance de l'Atlantique Nord;

2. *Notant avec inquiétude* qu'en dépit d'efforts multinationaux tels que le Régime de contrôle de la technologie des missiles et le Code international de conduite contre la prolifération des missiles balistiques, le nombre de pays et d'acteurs non étatiques dotés de capacités de missiles balistiques a augmenté;

3. *Convaincue* que la diplomatie et les mesures de non-prolifération restent le meilleur moyen de réduire la menace mondiale que représentent les armes de destruction massive et leurs vecteurs;

4. *Persuadée* néanmoins que le déploiement de systèmes de défense antimissile limités et fiables, con us pour protéger à la fois le territoire de l'Alliance et les troupes de l'OTAN, contribuerait au renforcement de la sécurité transatlantique;

5. *Estimant* que les programmes de défense antimissile existants, et notamment le Programme américain de Défense d'interception de missile balistique à mi-course basé à terre (GMD), ne compro-

mettraient pas l'équilibre stratégique en Europe et, entre les États-Unis et la Fédération de Russie;

6. *Constatant* toutefois que la proposition des États-Unis d'implanter des éléments de son système GMD en Pologne et en République tchèque crée des tensions inutiles avec la Fédération de Russie et suscite d'autres inquiétudes, comme une disparité dans la couverture du territoire de l'Alliance et le risque de déclencher une nouvelle course aux armements;

7. *Reconnaissant* le droit souverain des Alliés de poursuivre des projets bilatéraux de coopération en matière de défense con us pour renforcer leur sécurité;

8. *Mais se rendant compte également* que le projet de défense antimissile des États-Unis pourrait avoir des ramifications pour la sécurité de l'ensemble de l'Alliance et de toute la région euro-atlantique; et,

9. *Consciente* que les territoires de nos Alliés d'Europe du Sud-Est ne seraient pas couverts par le système antimissile proposé;

10. *Convaincue*, par conséquent, que l'OTAN et ses pays membres devraient être associés à la conception du système de défense antimissile à l'échelon européen ;

11. *Inquiète* des menaces formulées par de hauts responsables russes en réaction au projet de défense antimissile des États-Unis selon lesquelles la Fédération de Russie pourrait dénoncer plusieurs accords internationaux de limitation des armements, comme le Traité sur les Forces

(*) Présentée per la Commission des sciences et des technologies et adoptée par l'assemblée plénière le mardi 9 octobre 2007, Reykjavik, Islande.

conventionnelles en Europe (FCE) et le Traité sur les Forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI);

12. INVITE INSTAMMENT les gouvernements et parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a. à continuer de parrainer des études d'évaluation de la faisabilité et la fiabilité de divers systèmes de défense antimissile et de leurs éventuelles solutions de rechange;

b. à renforcer la coopération et les échanges d'information avec la Fédération de Russie dans le domaine de la défense antimissile, en appliquant les principes de transparence et de bonne foi;

c. à réaliser, d'ici le Sommet de Bucarest, en 2008, une étude détaillée des possibilités d'édifier une future architecture de défense antimissile balistique européenne intégrant les systèmes de défense antimissile existants et futurs d'une manière qui garantirait l'indivisibilité de la sécurité de l'Alliance;

d. à envisager le rôle que pourrait jouer l'OTAN dans le système de commandement et de contrôle de cette architecture, en adoptant éventuellement un dispositif « à double fonction »;

e. à évaluer précisément les conditions techniques et financières d'une éven-

tuelle extension de la capacité de défense active multicouche de l'OTAN contre les missiles balistiques de théâtre afin d'assurer une couverture équivalente aux zones de population de ces Alliés d'Europe du Sud-Est que le système américain proposé ne serait pas en mesure de protéger;

f. à écarter de manière explicite la possibilité d'un déploiement de systèmes d'intercepteurs de missiles dans l'espace;

g. à renforcer davantage les régimes multinationaux de non-prolifération, en particulier le Régime de contrôle de la technologie des missiles;

h. à redoubler d'efforts pour expliquer l'objectif et les caractéristiques des systèmes de défense antimissile au grand public, en particulier à ceux habitant à proximité des sites de défense antimissile envisagés;

i. à étudier de façon approfondie les conséquences que pourrait avoir l'emploi d'un système de défense antimissile sur l'environnement et à les prendre en compte lors du processus de décision;

13. EXHORTE le gouvernement russe à élargir et à approfondir la coopération en matière de défense antimissile dans le cadre du Conseil OTAN-Russie.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 366

La Difesa Antimissile (*)

L'ASSEMBLEA,

1. *Sottolineando* che la protezione della popolazione e del territorio rimane l'obiettivo primario dell'Alleanza atlantica;

2. *Preoccupata* del fatto che, nonostante gli sforzi internazionali quali il Regime di controllo delle tecnologie missilistiche e il Codice di condotta internazionale contro la proliferazione di missili balistici, il numero di Paesi nonché di soggetti non statuali dotati di capacità missilistica balistica sia aumentato;

3. *Convinta* che la diplomazia e le misure di non-proliferazione restino lo strumento principale per ridurre la minaccia mondiale posta dalle armi di distruzione di massa e dai relativi vettori;

4. *Ritenendo*, tuttavia, che lo schieramento di sistemi di difesa antimissile limitati ed affidabili, concepiti per proteggere sia il territorio dell'Alleanza sia le truppe NATO, contribuirebbe al rafforzamento della sicurezza transatlantica;

5. *Convinta* che i programmi di difesa antimissile esistenti, ivi incluso il Programma di difesa statunitense di intercettazione di metà traiettoria con base a

terra (GMD), non compromettano l'equilibrio strategico in Europa e tra Stati Uniti e Federazione russa;

6. *Constatando*, tuttavia, che la proposta statunitense di installare elementi del proprio sistema GMD in Polonia e nella Repubblica ceca ha creato tensioni inutili con la Federazione russa ed ha suscitato altre preoccupazioni, come quelle relative a una copertura diseguale del territorio dell'Alleanza e al rischio di innescare una nuova corsa agli armamenti;

7. *Riconoscendo* il diritto sovrano degli Alleati di perseguire progetti bilaterali di cooperazione in materia di difesa volti ad accrescere la loro sicurezza;

8. *Ma rendendosi conto* ugualmente che il progetto di difesa antimissile proposto dagli Stati Uniti potrebbe avere ripercussioni per la sicurezza dell'intera Alleanza, e dell'intera regione euro-atlantica; e

9. *Consapevole* che i territori dei nostri Alleati dell'Europa sudorientale non sarebbero coperti dal proposto sistema antimissile;

10. *Persuasiva*, quindi, che la NATO e i suoi Paesi membri dovrebbero essere coinvolti nella configurazione del sistema di difesa antimissile di portata europea;

(*) Presentata dalla Commissione scienza e tecnologia e adottata nel corso della Seduta plenaria martedì 9 ottobre 2007 a Reykjavik, Islanda.

11. *Considerando con inquietudine* le minacce formulate da alte cariche russe in base alle quali la Federazione russa, in risposta al piano di difesa antimissile statunitense, potrebbe ritirarsi da diversi accordi internazionali sul controllo degli armamenti, inclusi il Trattato sulle forze armate convenzionali in Europa (CFE) e il Trattato sulle forze nucleari a raggio intermedio (INF);

12. *SOLLECITA* i governi e i parlamenti dei Paesi membri dell'Alleanza atlantica:

a. a continuare a sostenere studi volti a valutare la fattibilità e l'affidabilità dei diversi sistemi di difesa antimissile e delle loro possibili alternative;

b. a rafforzare la cooperazione e gli scambi di informazioni con la Federazione russa nel campo della difesa antimissile, applicando i principi della trasparenza e della buona fede;

c. a svolgere uno studio di fattibilità approfondito, entro il Vertice di Bucarest del 2008, sulla costruzione di una futura architettura di difesa europea contro i missili balistici che comprenda i sistemi di difesa antimissile esistenti e futuri in modo da garantire l'indivisibilità della sicurezza dell'Alleanza;

d. a considerare il possibile ruolo della NATO nel sistema di comando e controllo di tale architettura, adottando

eventualmente un approccio basato su un « doppio cappello »;

e. a valutare attentamente le condizioni tecniche e finanziarie di un possibile ampliamento della capacità di difesa attiva multistrato della NATO contro i missili balistici di teatro per fornire una copertura equivalente alle aree popolate degli Alleati dell'Europa sudorientale che non potrebbero usufruire della protezione del proposto sistema americano;

f. a scartare in maniera esplicita la possibilità di dispiegare sistemi di intercettazione missilistica nello spazio;

g. a rafforzare ulteriormente i regimi di non-proliferazione multinazionali, in particolare il Regime di controllo delle tecnologie missilistiche;

h. a raddoppiare gli sforzi volti a spiegare lo scopo e le caratteristiche dei sistemi di difesa antimissile all'opinione pubblica, in particolare a coloro che vivono in prossimità dei possibili siti di difesa antimissile;

i. a studiare in modo approfondito le possibili conseguenze ambientali del sistema di difesa missilistico tenendone conto nel processo decisionale;

13. *ESORTA* il governo russo ad allargare ed approfondire la sua collaborazione nel settore della difesa missilistica nell'ambito del Consiglio NATO-Russia.



